Médicament en Afrique : Pas de souveraineté sans distribution !

Compte Test - 2026-09-27 18:28:12 - Vu sur pharmacie.ma

L'Afrique ambitionne, à juste titre, de renforcer sa souveraineté pharmaceutique. Production locale, transfert de technologies, investissements industriels et harmonisation réglementaire occupent désormais une place centrale dans les stratégies sanitaires du continent. Mais produire davantage de médicaments ne suffira pas si ceux-ci continuent à circuler dans des réseaux de distribution fragmentés, insuffisamment structurés ou parfois informels. Le Nigeria, qui accueillera du 6 au 8 octobre 2026 la Quatrième Assemblée Générale Thématique de l'ADPA, l'Association de la Distribution Pharmaceutique Africaine, illustre parfaitement cet enjeu. Le pays, qui compte parmi les plus importants marchés pharmaceutiques du continent, doit encore composer avec un système où coexistent circuits réglementés et marchés ouverts de médicaments, au sein desquels peuvent se côtoyer grossistes, détaillants et opérateurs non autorisés.
Une telle fragmentation fragilise la traçabilité, complique le contrôle des conditions de stockage et ouvre la voie aux circuits parallèles ainsi qu'aux médicaments falsifiés ou de qualité inférieure. Les autorités nigérianes s'efforcent depuis plusieurs années de mieux structurer ce réseau, en renforçant les contrôles et en favorisant le regroupement des opérateurs au sein de circuits de distribution mieux encadrés. Mais le défi dépasse largement les frontières du Nigeria. Il concerne, à des degrés divers, une grande partie du continent. C'est tout l'intérêt de la rencontre de Lagos, organisée sous l'égide de la Pharmaceutical Wholesalers and Distributors Association of Nigeria. En plaçant au cœur des débats la construction de chaînes d'approvisionnement sécurisées face aux médicaments falsifiés, l'ADPA braque les projecteurs sur un maillon aussi stratégique que trop souvent négligé de la politique pharmaceutique. Comme le rappelle Ogheneochuko Omaruaye, président de la PWDAN, dans un éditorial publié par *ADPA-News*, un médicament ne remplit pleinement sa fonction thérapeutique que lorsqu'il parvient « au bon patient, au bon moment et dans les bonnes conditions ». Cette évidence devrait être érigée en principe de toute politique pharmaceutique. Traçabilité numérique, bonnes pratiques de distribution, professionnalisation des grossistes-répartiteurs, harmonisation réglementaire, maîtrise de la chaîne du froid, sécurisation du transport et lutte contre les circuits parallèles doivent désormais être considérées comme des priorités au même titre que la production locale. Car l'enjeu ne se limite pas aux médicaments falsifiés. Une distribution pharmaceutique performante conditionne la disponibilité des traitements, contribue à prévenir les pénuries et renforce la capacité des systèmes de santé à faire face aux crises. Elle constitue le trait d'union indispensable entre l'industrie pharmaceutique et le patient. L'Afrique a raison de vouloir produire davantage de ses médicaments. Mais la souveraineté pharmaceutique ne se construit pas uniquement dans les usines. Elle se construit aussi dans les entrepôts, sur les plateformes logistiques, dans les circuits de transport et jusque dans les pharmacies où le médicament est mis à la disposition des patients. Produire est essentiel. Distribuer de manière sûre, professionnelle et équitable l'est tout autant. Lagos 2026 devrait être l'occasion de le rappeler avec force. Il ne peut y avoir de véritable souveraineté pharmaceutique sans souveraineté de la distribution.